

Pouvoir d'emprunt

bien un régime fiscal juste. Ils ne veulent pas qu'on leur promette à nouveau une plus grande équité au cours de la prochaine campagne électorale.

• (1630)

Selon moi, il serait dans l'intérêt du gouvernement, dont la cote de popularité est très faible à l'heure actuelle, de mettre en oeuvre une véritable réforme fiscale bien avant les prochaines élections, s'il espère former au moins un gouvernement minoritaire à la suite de ces dernières.

Le gouvernement aurait pu favoriser l'équité dans d'autres domaines. Il aurait pu proposer un cadre et un échéancier pour la mise en oeuvre d'un réseau national de garderies. Il aurait pu également proposer des solutions à long terme à la crise de notre secteur agricole. En l'occurrence les grands diseurs n'ont pas été les grands faiseurs et le gouvernement se fourvoie grandement s'il emprunte des milliards de dollars pour persévérer dans la même voie.

J'ai décrit quelques-unes des carences flagrantes du budget d'une part, et j'ai traité très brièvement de l'intention du gouvernement d'emprunter quelque 24 milliards de dollars de l'autre. Il est grand temps qu'il fasse preuve de sincérité à l'égard des Canadiens et qu'il propose une réforme fiscale utile. Voilà ce que le premier ministre (M. Mulroney) avait été amené malgré lui à promettre au cours de la dernière campagne électorale lors du grand débat national télévisé à l'été de 1984. Après plus de deux ans et demi, nous continuons d'attendre ne serait-ce qu'un Livre blanc ou vert sur la réforme fiscale.

Une société juste et équitable est fonction d'une fiscalité ayant ces attributs. Le jugement que les historiens porteront sur le gouvernement dépendra de la façon plus ou moins équitable dont il aura traité les Canadiens. L'équité de la fiscalité servira de critère à leur jugement.

Nous savons tous que jusqu'ici notre régime fiscal, à l'instar de celui des États-Unis, a toujours été utilisé—certains cyniques pourraient même ajouter conçu—pour permettre à certains d'éviter de payer des impôts et non pas pour obliger les particuliers et les entreprises à assumer leur juste part du fardeau fiscal.

Je désire dire un mot de l'imposition des sociétés. Il ne fait aucun doute que à moins que les sociétés ne paient davantage d'impôts sur le revenu au Canada, le fardeau fiscal des particuliers ne fera que s'accroître. Il est on ne peut plus regrettable que le déséquilibre favorise à tel point les sociétés au détriment des particuliers qui doivent verser une part disproportionnée de leur revenu durement gagné.

En dernier lieu, je tiens à dire un mot des difficultés de nos agriculteurs. J'espère sincèrement que le gouvernement va utiliser une partie des 24,3 milliards de dollars qu'il va emprunter au cours de l'année financière pour financer un programme qui se traduise par des initiatives concrètes afin de venir en aide non seulement aux producteurs de tabac, mais à tous les agriculteurs du Canada, de façon qu'ils puissent remettre de l'ordre dans leurs finances et gagner décemment leur vie. A moins que le gouvernement n'ait la volonté politique de préserver au Canada l'exploitation agricole de type familial, celle-ci disparaîtra. Nous serons à la merci d'importations et nous devrons payer pour le pain, le lait, le fromage et

les autres produits le même prix que des pays non producteurs comme la Norvège et la Suède. Nous devons trouver des débouchés pour nos excédents de denrées alimentaires, de façon que les agriculteurs puissent toucher un revenu décent.

M. le vice-président: Questions ou commentaires? Reprise du débat.

[Français]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, cet après-midi on est sur le débat d'un projet de loi qui autorise le gouvernement à emprunter pour ses besoins financiers et, si on se réfère au Budget qui nous a été présenté le mois dernier, bien sûr qu'une entreprise privée aurait de la difficulté à avoir un emprunt à cause des méthodes comptables que le ministre des Finances (M. Wilson) a utilisées.

Le ministre des Finances a réduit les prévisions du déficit de 1 milliard, 200 millions de dollars sans augmenter les revenus, sans réduire les dépenses, mais seulement avec une passe comptable qu'il a appelée «Remise des déductions à la source accélérée». Voilà encore une autre façon où les conservateurs font des tours de passe-passe un peu partout.

Depuis les élections fédérales de septembre 1984, les Canadiens se sont résignés aux augmentations de taxes inacceptables. Tout est taxé, taxé et taxé. Cette année même nous avons reçu de la part du ministre des Finances conservateur un document qui ne mérite pas d'être appelé Budget. Il a quand même réussi dans ce document de rien à augmenter les taxes. Il a augmenté d'un cent le litre d'essence qui représente au total depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir une augmentation de taxe d'accise sur l'essence de 18c. le gallon, ce qui est l'équivalent de la taxe de 18c. le gallon...

M. Hudon: Ce qui est inférieur à ce que vous l'aviez augmenté.

M. Gagliano: ... que le ministre des Finances du gouvernement Clark en 1979 avait annoncée dans son Budget, proposition qui a été rejetée par cette Chambre. Les Canadiens se sont prononcés dans une élection générale et, en 1980, ils ont élu un gouvernement libéral et, en 1984, les conservateurs sont revenus au pouvoir. Ils n'ont rien appris de la leçon de 1980 et voilà qu'ils imposent encore la même taxe de 18c. le gallon sur l'essence, monsieur le Président.

Le gouvernement conservateur, et surtout le premier ministre (M. Mulroney), le ministre des Finances justifient leur geste taxateur comme étant nécessaire pour réduire le déficit canadien.

Eh bien, il n'y a pas longtemps, à peine un an, en février 1986, le ministre des Finances avec un coup de crayon de maître, même à la dernière minute, avait réduit les dépenses de 500 millions de dollars afin que le déficit prévu pour l'année 1986-1987 soit en bas du seuil de 30 milliards, c'est-à-dire il prévoyait un déficit de 29,5 milliards et voilà qu'à la fin de cette année fiscale, nous aboutirons plutôt à un déficit de 32 milliards, un écart, monsieur le Président, de 2,5 milliards de dollars.

Cette année, le 18 février 1987, dans son soi-disant Budget, il nous propose un déficit de moins de 30 milliards de dollars. Et comment arrive-t-il à ces 29,3 milliards de déficit avec un jeu de passe-passe comptable, comme le système de retenues à la source accélérée qui va puiser dans les fonds de roulement